

**Réponse de Storengy à la consultation publique relative à la mise à jour
des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et
TIGF au 1^{er} avril 2015**

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un tarif identique aux PITTM de Fos et de Montoir sur le PITTM de Dunkerque ?

La méthodologie et les résultats du test économique ne sont pas disponibles avec la consultation publique. Storengy n'a donc pas les éléments pour se prononcer. Dans un souci de transparence, il serait préférable que le test économique soit rendu public.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant la tarification du point d'interconnexion d'Alveringem ?

Storengy ne dispose pas d'éléments suffisants pour se prononcer.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire un mécanisme plus souple de souscription de capacités aux PITTM ?

Storengy souhaite que le multiplicateur s'appliquant aux tarifs intra-annuels soit le même aux PITS et aux PITTM. Ainsi, les tarifs mensuels doivent être égaux à 1/12 des tarifs annuels (et non pas 1/8 comme actuellement aux PITS), les tarifs trimestriels à 1/4 (et non 1/3) et les tarifs journaliers à 1/365 (et non 1/240). Une différence de traitement entre les PITTM et les PITS serait discriminatoire à l'égard de la flexibilité provenant des stockages.

Cette demande de Storengy va dans le sens de la délibération du 30/10/2014 sur la baisse des tarifs des capacités mensuelles et journalières à la liaison Nord vers Sud. En effet, les stockages de Storengy en zone GRTgaz Sud soutiennent la bonne liquidité du marché et le bon fonctionnement de la zone. Le traitement des tarifs mensuel et quotidien aux PITS est discriminant par rapport à la baisse du tarif des capacités mensuelles à la liaison Nord/Sud, privilégiant cette dernière par rapport aux stockages pour apporter de la flexibilité au marché.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la méthode proposée par la CRE pour fixer les tarifs aux PITS de GRTgaz et de TIGF ?

Storengy n'est pas favorable à cette méthode.

Storengy regrette que la CRE propose de nouveau une très forte augmentation des tarifs unitaires aux PITS GRTgaz de l'ordre de 36% comme le montre le tableau ci dessous. Cette hausse vient s'ajouter aux deux hausses précédentes du 1^{er} avril 2013 et du 1^{er} avril 2014, pour une augmentation totale des tarifs au PITS GRTgaz Sud de +65% en deux ans.

en €/MWh/j/an		01/04/2012	01/04/2013	01/04/2014	01/04/2015
GRTgaz Sud	à l'injection/sortie du réseau	2,98	3,58	3,61	20,46
	au soutirage/entrée sur réseau	14,89	17,91	18,06	9,09
	Total	17,87	21,49	21,67	29,55
	Variation		20%	1%	36%
TIGF	à l'injection/sortie du réseau	46,8	46,47	33,42	27,28
	au soutirage/entrée sur réseau	20,8	20,65	14,85	12,12
	Total	67,6	67,12	48,27	39,4
	Variation		-1%	-28%	-18%

En proposant cette augmentation, la CRE ne suit pas les recommandations du rapport Pöyry, qu'elle avait précisément commissionné pour disposer d'éléments d'appréciation sur les tarifs aux PITS. La proposition d'augmentation de la CRE est notamment en contradiction avec les deux points suivants du rapport :

- (1) d'une part l'orientation globale affirmée, que de façon générale, les termes tarifaires au PITS devaient être faibles, voire très faibles, pour prendre en compte les bénéfices apportés au système par les stockages ;
- (2) et d'autre part les méthodes de tarification aux PITS de GRTgaz de 2003 (méthode la plus robuste décrite dans le rapport), qui conduisent Pöyry à évaluer les tarifs aux PITS climatiques GRTgaz entre 20 et 24€/MWh/j/an.

Par ailleurs, le choix d'un coefficient multiplicateur de 1,33 (fourchette basse proposée par Pöyry) plutôt que de 2 n'est pas représentatif de la gêne réelle liée à la climaticité du PITS et perçue par ses utilisateurs.

De plus, les hypothèses de souscription aux PITS de GRTgaz ne sont pas mentionnées dans le document, or elles sont la base du calcul de la proposition d'évolution à revenu constant de la CRE.

Enfin, la proposition tarifaire de la CRE introduit une discrimination dans le traitement des opérateurs de stockage. Une baisse des recettes au PITS de TIGF est en effet actée par la CRE, sans considérer que le revenu global au PITS de TIGF doit rester constant, alors que simultanément, l'inversion des termes injection et soutirage des PITS de GRTgaz conduit à une augmentation de 36%, au motif que la recette sur les PITS doit rester constante. En suivant la même logique que pour le PITS TIGF, rien n'empêche une inversion des termes injection et soutirage sur les PITS GRTgaz, à somme constante des deux termes.

Storengy n'est donc pas favorable aux évolutions tarifaires aux PITS proposées par la CRE.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, qui consiste à ajouter les recettes des enchères de capacités mensuelles et quotidiennes et les écarts entre redistribution et montant perçu par les GRT aux montants à reverser sur l'année suivante ?

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de reconduire, à partir du 1er octobre 2015, les modalités de redistribution pour les capacités annuelles et trimestrielles définies dans sa délibération du 18 juin 2014 et de les étendre au PIR Jura ?

Pas de réponse aux questions 5 et 6.

Question 7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE, de fixer le tarif de ces capacités intra-journalières au niveau du tarif des capacités journalières rapporté au nombre d'heures restantes de la journée gazière ?

Storengy est favorable à la proposition de la CRE d'une tarification sur le nombre d'heures restantes de la journée gazière car elle va dans le sens d'une meilleure valorisation de la flexibilité intra journalière qui est un élément essentiel dans la gestion du réseau de transport et des marchés du gaz.

Question 8 : Etes-vous favorable aux propositions de l'UNIDEN concernant les industriels gazo-intensifs ?

La consultation n'apporte aucun élément permettant de mesurer l'impact financier des propositions de l'UNIDEN sur les différents termes tarifaires, en particulier sur les PITS.

Question 9 : Etes-vous favorable à une mesure visant à étendre l'offre IAPC aux expéditeurs réservant plus de 10 GWh/j en contrepartie d'une interruptibilité liée à la disponibilité de la liaison Nord-Sud ?

Storengy est défavorable à cette mesure. Les dérogations à des règles déjà établies ne sont pas de nature à favoriser un marché stable et équilibré.

Question 10 : Etes-vous favorable à la modification de la référence (M+1 au lieu de J+1) servant au calcul des indicateurs portant sur les prévisions et les mesures des clients raccordés au réseau de transport, pour le périmètre de GRTgaz et TIGF ?

Question 11 : Considérez-vous que la qualité des quantités télérelevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises aux expéditeurs le lendemain est satisfaisante chez GRTgaz ? Chez TIGF ? Etes-vous favorable à la modification de l'indicateur correspondant proposée par GRTgaz ?

Question 12 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre la mise à jour régulière des cinq informations les plus importantes publiées sur SMART GRTgaz et Datagas soit créé ? Si oui, quelles informations devraient être suivies ?

Question 13 : Souhaitez-vous qu'un indicateur permettant de suivre les délais de publication des avis de réalisation et d'équilibrage soit mis en place ?

Pas de réponse aux questions 10, 11, 12 et 13.

Question 14 : Etes-vous favorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités fermes et interruptibles à la liaison Nord-Sud ?

Storengy est défavorable à la mise en place d'une incitation financière sur la disponibilité des capacités interruptibles au seul périmètre des capacités proposées à la liaison Nord-Sud et se pose la question de la prise en compte dans cette incitation du caractère « climatique » du niveau de capacités mises à disposition par GRTgaz.

Storengy rappelle que les tensions rencontrées sur l'approvisionnement en gaz du sud de la France se matérialisent contractuellement à la fois par la congestion des capacités mise à disposition sur la liaison Nord-Sud et par celles en entrée/sortie aux PITS Nord et Sud-Atlantique (accès aux groupements de stockage Serene Littoral et Serene Sud de Storengy).

En effet, les capacités d'acheminement proposées par GRTgaz sur la liaison Nord-Sud reposent sur des infrastructures de transport également utilisées pour l'accès vers/depuis les stockages de Chémery et Céré-La-Ronde (infrastructures opérées par Storengy et correspondant aux groupements Serene Littoral et Serene Sud).

A ce titre, les capacités interruptibles proposées à la liaison Nord-Sud sont liées à celles proposées par GRTgaz au PITS Nord-Atlantique en été (réciproquement au PITS Sud-Atlantique en hiver), selon des règles définies dans le cadre de la Concertation Gaz en 2010 et qui retranscrivent l'étroite interdépendance de ces objets contractuels.

Si un tel mécanisme d'incitation financière était mis en place, il devrait donc l'être au périmètre des capacités interruptibles « liaison + PITS », afin d'inciter à maximiser les capacités mises à disposition sur ces 2 objets et non pas sur l'un (la liaison) au détriment de l'autre (le stockage).

Par ailleurs, ces règles de mise à disposition font également apparaître le caractère « climatique » du niveau de capacités mises à disposition par GRTgaz sur ces ouvrages (beaucoup de capacités en été si peu de consommation et a contrario beaucoup de capacité en hiver si les consommations sont fortes). Ce caractère génère donc un aléa qui n'est pas du ressort de GRTgaz et qui impacte pourtant significativement les quantités mises à disposition et donc l'incitation envisagée.

Question 15 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur permettant de suivre la qualité des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage ?

Question 16 : Avez-vous d'autres remarques ?

Pas de réponse aux questions 15 et 16.